

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Comme chaque année, le CADTM France tient son **assemblée générale** annuelle à l'automne. Comme chaque année, il est difficile, au vu des agendas des un(e)s et des autres, de trouver une date. Mais on y arrive : ce sera les 1er et 2 décembre, à partir de 18h le samedi jusqu'à 16h30 le dimanche. Comme chaque année, nous faisons le tour des groupes locaux, donc cette année l'AG se tiendra à Villiers Louis (près de Sens, Yonne). [Trains directs pour Sens au départ de Paris Lyon].

L'AG est le seul moment où nous prenons le temps de nous poser, de faire le point sur nos activités, les problèmes rencontrés, les réussites locales. Mais aussi nous projeter en avant vers de nouveaux projets communs pour l'année à venir.

Le CADTM France connaît un écho sans commune mesure avec son existence réelle : quelques centaines d'adhérents à jour, mais plus de 16 000 personnes reçoivent ce bulletin. L'AG 2007 sera en grande partie consacrée au fonctionnement et, entre autre, à la proposition du groupe de Grenoble de la création d'un poste de permanent local. Cette proposition fait débat, nous prendrons le temps d'en parler sereinement. Mais nous parlerons aussi de l'état des mobilisations contre la dette, qui font face à de nouveaux défis mais aussi à de nouvelles avancées.

Programme proposé

samedi 1er décembre :

- 20h : repas préparé avec les apports des militants présents
- 21h : diffusion du film tourné par Rodrigo et Martine au Sénégal en août suivie d'une discussion

dimanche 2 décembre :

- 9h-16h30 : assemblée générale

Alors ? Alors si vous voulez participer à cette AG, n'oubliez pas de vous inscrire avant le 20 novembre auprès de Nicolas (nic.sersiron@orange.fr).

■ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

AGENDA

10 novembre, Lille (59) : réunion du groupe CADTM à 14h30.

13 novembre, Grenoble (38) : intervention de Nicolas Sersiron sur le thème «*A qui profite la dette ? L'exemple de Madagascar*», à 20h, à la Maison des Associations.

13 novembre, Nantes (44) : intervention d'Olivier Gazel après le film *Djourou*.

16 novembre, Beaucamps-Ligny (59) : intervention de Serge Vienne sur le thème «*Dette et éducation en Afrique*».

17 novembre, Paris 2e : participation de Roseline Péluchon à une réunion publique sur l'immigration, organisée par le FSL de Paris, à 14h30, salle Jean Dame, rue Léopold Bellan.

19 novembre, Orléans (45) : intervention de Damien Millet sur l'Afrique, dans le cadre du Réseau Forum des Droits humains.

19 novembre, Montpellier (34) : intervention du CADTM Nîmes dans une table-ronde sur *La gouvernance mondiale et la santé*, avec la Maison du Tiers Monde, à 20h45.

19 novembre, Grenoble (38) : projection du film *Le paradoxe de la francophonie* et débat sur *L'alphabétisation doit-elle se faire en français ?*, avec Penda N'Diaye.

20 novembre, Grenoble (38) : projection d'un court-métrage sur l'immigration clandestine, réalisé par des militants du CADTM Grenoble, salle Juliette Berthot, à 18h30.

21 novembre, Arles (13) : intervention du CADTM Nîmes après le film *Thomas Sankara, l'homme intègre*, à 19h30, avec *Film en aiguille*, à l'espace Van Gogh.

21 novembre, Montbrison (42) : intervention de Claude Quémar.

23 novembre, Nîmes (30) : intervention de Claude Quémar sur «*Le déséquilibre Nord-Sud s'aggrave : quelles solidarités ?*»

23 novembre, Cergy (95) : intervention de Roseline Péluchon après le film *We feed the world*, avec Attac Cergy.

23 novembre, Bordeaux (33) : intervention de Jimba Lantam et Romain Diatta après la projection du film *Thomas Sankara, l'homme intègre*, à 20h30, avec Survie Gironde et Cauri en collaboration avec Biblio.

28 novembre, Grenoble (38) : journée sur les APE organisée avec Attac et Survie.

2 décembre, Sens (89) : AG du CADTM.

DETTE ET SUBPRIME : TROUBLANTES SIMILITUDES...

Alors que ce sont des décisions financières extérieures aux pays en développement qui ont provoqué leur insolvabilité, le FMI va leur imposer à partir de 1982 des budgets élagués au plus court. Les plans d'ajustement structurel, la lutte contre la pauvreté, les annulations de dette, l'APD (aide publique au développement), les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) n'y changeront rien, ou si peu. Ils permettront surtout à un système injuste, immoral et inhumain de perdurer, pour le plus grand profit des créanciers. Pour leur part, les populations vont perdre leurs services publics et voir se dégrader systèmes de santé, éducation et infrastructures. De plus, elles subiront la libéralisation à marche forcée, l'ouverture des frontières avec la concurrence totalement déséquilibrée entre les petits producteurs du Sud et les multinationales du Nord. Elles devront aussi rembourser indéfiniment une dette pourtant devenue illégitime quand elle n'était pas déjà « odieuse ». Les effets de la crise de la dette ne sont pas terminés car la spirale infernale de l'emprunt pour rembourser le précédent est toujours opérante en 2007 et la moitié de l'humanité qui vit avec moins de 2 dollars par jour en est l'expression la plus visible.

Quant aux millions de latinos et afro-américains des États-Unis, tombés dans le piège - digne d'un système mafieux - des prêts « subprime », de deux choses l'une. Ou bien ils réussissent à travailler plus pour gagner plus -24h sur 24...- pour payer et enrichir les acheteurs des créances titrisées, le logement de leurs familles. Devenues valeurs boursières, ces créances rapportent jusqu'à 16 ou 18% à leurs détenteurs, quand le taux de refinancement des banques est à 4%. Ou bien ils retourneront dans des logements insalubres après avoir tout perdu. Ils ne seront même pas aidés par des pouvoirs publics soucieux de sauver un système financier aussi féroce et ploutocratique qu'incapable de gérer ses dérives structurelles.

La titrisation des « subprimes mortgages » est une des dernières inventions de la finance internationale pour faire des profits avec le travail des classes pauvres. Ce sont des crédits hypothécaires à risques, typiquement états-uniens. La banque ayant obligé l'emprunteur à mettre sa maison en garantie de son remboursement, 2 à 3 millions de foyers américains sont en train de perdre leur bien à la suite de la montée du taux directeur du Trésor, de la baisse du marché de l'immobilier et des taux d'intérêts contractuels dignes de l'usurier des temps anciens.

Plus ancienne méthode d'enrichissement et toujours active depuis 25 ans, la dette publique des pays en développement correspond à des prêts, généralement à long terme, octroyés aux Etats du Sud par les grandes banques, les gouvernements des pays riches ou les institutions financières internationales. Suite à la crise de 1982, conséquence de la violente montée des taux états-uniens de 1979 et de la chute des cours des matières premières, elle est une cause essentielle dans l'appauvrissement du tiers-monde. Par contre, les flux continus d'argent du Sud vers le Nord, au titre du remboursement de la dette, vont considérablement enri-

chir la finance internationale et les élites des pays industrialisés. L'APD est toujours restée négligeable face à cet énorme déséquilibre des flux financiers en défaveur des pays pauvres.

Les similitudes entre ces deux drames financiers (crise de la dette et crise des « subprime ») sont multiples.

Aux États-Unis, la grande majorité des prêts a été accordée à des populations latinos ou afro-américaines, les plus fragiles et les plus pauvres, les plus faciles à attirer avec des offres mirobolantes : des taux très bas et des remboursements très faibles au départ. Souvent peu cultivées, parfois analphabètes, généralement mal logées, elles sont évidemment hypnotisées par le rêve consumériste américain. La maison individuelle en est l'emblème. Souvent incapables de comprendre l'impact sur leur futur des multiples clauses des contrats, elles sont des proies idéales pour les chasseurs de profits faciles.



Dans les années 1960 et 70, les pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie, les pays d'Amérique latine avaient de forts besoins financiers pour leur indépendance et leur développement. Eux aussi ont été fascinés par le miracle matérialiste occidental. Leurs dirigeants se sont laissés bernier, mais surtout corrompre, par des prêts aux conditions tellement favorables. Là aussi ce sont les populations latinos, indos-américaines, africaines et asiatiques qui ont été ciblées. C'est leur force de travail et leurs impôts qui ont été utilisés et le sont encore aujourd'hui pour payer ces emprunts qui n'ont pas servi au développement de leur pays. A partir de 1982, de nouvelles dettes ont été nécessaires pour rembourser les anciennes. Depuis 25 ans, beaucoup de ces pays consacrent plus de 40% de leur budget au remboursement de la dette extérieure publique.

La courroie de transmission sera dans les deux cas le courtier. Celui qui place les emprunts, qui séduit le client en l'appâtant avec des bobards et en lui cachant non seulement les vrais risques, la variabilité des taux, mais surtout les clauses impliquant la montée vertigineuse des remboursements dès la 3ème année pour les prêts « subprimes ». Celui qui gagnera beaucoup d'argent sur chaque contrat signé, quel que soit le risque de faillite de l'emprunteur, l'argument choc -et erroné- étant que la montée des prix de l'immobilier permettra toujours à l'emprunteur de revendre son bien en cas de difficultés de remboursement.

En Afrique, en Asie ou en Amérique latine, les dirigeants étaient souvent des dictateurs, soutenus par les grandes puissances. Ils seront les véritables courtiers de leurs populations respectives. En se laissant corrompre, en détournant une grande partie des prêts au vu et au su du prêteur, ils ont accepté d'être complices des créanciers et de servir les grandes puissances plutôt que leur peuple. Ils ont privilégié leur profit immédiat et personnel sur le développement de leur pays pour le plus grand bénéfice des prêteurs et de leurs commanditaires. Les matières premières minières ou agricoles seront exportées à prix bradés. Les impôts des paysans et autres petits producteurs -le fruit de leur travail- seront eux aussi exportés au titre du remboursement de la dette. Mensonges et opacité des

courtiers sont des marques de fabrique de la pauvreté des populations fragiles ici et là-bas.

Dans ces jeux de dupe, le premier rôle est tenu par les banques. Dans les deux cas, elles disposent de liquidités considérables et sont à la recherche d'emprunteurs. En 2005-2007, les banques sont très riches, les transnationales dont elles sont les grands actionnaires font des profits vertigineux, elles sont éminemment prêteuses. Les banques américaines n'hésitent pas à faire des prêts immobiliers à des clients quasi insolvables. Les profits sont immédiats et monstrueux. Elles savent qu'en cas de souci, les Etats voleront à leur secours et elles s'en sortiront. Pas leurs clients.



Le taux initial, ridiculement bas, sera, après les deux premières années, exagérément élevé. Si le niveau du «prime rate» (taux directeur du Trésor) monte, du fait de la clause de variabilité et d'indexation, et que, du même coup le prix de l'immobilier baisse, l'emprunt sera impossible à rembourser. Pendant ce temps, la maison a perdu de la valeur. La faillite est proche.

Par la magie de la technologie financière, la titrisation, -le regroupement des créances immobilières en paquets et l'émission de titres négociables représentant ces paquets- les banques revendent ces créances improbables, mais avec bénéfices, sur les marchés boursiers. Les investisseurs, à la recherche de profits exceptionnels, sont prêts à tenter le coup. Ainsi les risques sont externalisés et dilués dans l'ensemble de la planète financière. Les banques peuvent alors s'engager sans risques à prêter à de nouveaux emprunteurs insolvables (les «ninja» : no income, no job, no asset) au-delà de tous les critères de la prétendue «bonne gouvernance». Car, pour que la chaîne des profits issus des «subprimes» fonctionne sans cassures, il faut l'approvisionnement en permanence avec de nouveaux emprunteurs, quelle que soit leur solvabilité.

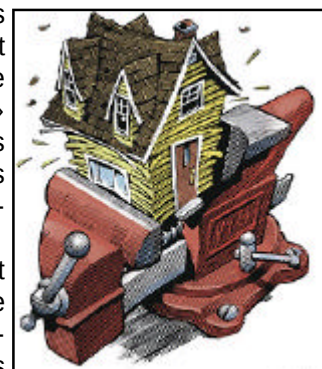
Dans les années 1960-70, les caisses des banques internationales ont été remplies, une première fois par les liquidités issues du plan Marshall destiné à la reconstruction de l'Europe et une deuxième fois par l'afflux de dollars suite au «choc pétrolier» décidé par l'Opep en 1973. Le métier d'une banque étant de prêter et non de thésauriser, quel meilleur argument pour convaincre l'emprunteur que des taux très bas ? Mais comme pour les «subprimes», ces taux seront variables et indexés sur le «prime rate». Le taux de l'inflation monétaire -la perte de valeur de la monnaie- sera parfois supérieur au taux nominal des prêts : par exemple, prêt à 13%, inflation à 14%. Une situation qui sera favorable aux pays emprunteurs jusqu'au début des années 1980. Pourtant, les banques prêteront largement au-delà de leurs fonds propres, prenant des risques inouïs, sans savoir si les pays seront solvables jusqu'au terme des contrats.

Lorsque les Etats-Unis décident unilatéralement en 1979 de multiplier le «prime rate» par 4, pour faire face à la crise, limiter l'inflation et attirer les capitaux étrangers, les pays en développement se voient contraints de rembourser trois fois plus d'intérêt avec des revenus d'exportation en baisse suite à la chute des cours. Ces

derniers, ne pouvant plus payer, font appel au FMI, en dernier recours, qui, impose alors en échange de son aide des conditionnalités ultralibérales inscrites dans les plans d'ajustement structurel.

Le piège de la dette vient de fonctionner. Les pays en développement empruntent pour rembourser une dette devenue impayable pour cause de force majeure (imprévisible, extérieure et irréprouvable). Ces dettes ne sont plus légitimes, elles n'avaient juridiquement pas à être remboursées, les clauses du contrat n'ayant plus rien à voir avec les clauses initiales. Le résultat a été la paupérisation de la grande majorité des populations de ces pays.

En 2007, la même cause, la montée des taux américains, provoque mécaniquement le renchérissement des mensualités des emprunteurs «subprime». Les nouveaux acheteurs se font rares, les «Ninja» commencent à tomber en faillite. A la fin de la 2ème année, les remboursements sont trop lourds : le prix de l'immobilier, surévalué, retombe, les maisons sont invendables et c'est l'ensemble de la chaîne des créances «subprimes» titrisées qui s'écroule. Des millions de foyers américains vont se retrouver dépossédés de leur maison.



Dans les deux cas, c'est l'ensemble de la planète financière qui se met à tanguer dangereusement. Alors que les populations les plus fragiles paient les conséquences au prix fort, des banques doivent fermer ici ou là, les banques centrales doivent intervenir massivement, le système financier vacille. Sans ces apports d'argent, le système financier se serait très probablement écroulé sur lui-même dans les deux cas. Résultat, ce sont d'abord les banques, engagées bien au-delà de leurs fonds propres, qui seront sauvées en 1982, au détriment des populations du tiers-monde qui rembourseront pendant des décennies et verront leur conditions de vie se détériorer. En 2007, c'est de nouveau le système financier international qui échappe à la catastrophe grâce aux injections monétaires des banques centrales à New York comme à Francfort ou à Tokyo. Des centaines de milliards de dollars et d'euros publics ramènent un peu de la confiance dans un système financier cupide, pour lequel les profits du jour sont bien plus importants que les catastrophes qu'ils annoncent pour demain. Le quart monde, ces pauvres des pays riches, aura perdu le peu qu'il était parvenu à posséder, pour que des très riches aient encore plus. C'est la logique même du système qui est en cause. Non seulement un autre monde est possible, mais il est plus que nécessaire ! ■ NICOLAS SERSIRON

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Dessin : Tim Foley - Photo : Indymedia

ISSN 1634-5932

Dépôt légal : à parution.

ABOLIR UN FMI MORIBOND ET COUPABLE

En ce 1er novembre, Dominique Strauss-Kahn a pris ses fonctions à la tête du FMI après un long processus savamment orchestré : choix de sa candidature par Nicolas Sarkozy afin d'affaiblir davantage encore l'opposition politique en France ; accord très rapide sur son nom de la part des 27 pays de l'Union européenne afin de couper court aux critiques sur la règle tacite qui attribue systématiquement la présidence du FMI à un Européen (en échange de la direction de la Banque mondiale pour un Etats-Unien) ; campagne à travers des dizaines de pays soutenue par une coûteuse agence de communication, sur le thème de la « réforme » du FMI et de son soutien aux pays pauvres ; apparition surprise d'un autre candidat (le Tchèque Josef Tosovsky) qui n'avait aucune chance d'être nommé mais a donné l'apparence d'un processus démocratique ; et pour finir, désignation à l'unanimité de Dominique Strauss-Kahn.

Ce tour de passe-passe médiatique avait pour but de dissimuler la réalité du FMI en sévère crise de légitimité. Les pays du Sud ne veulent plus faire appel à lui pour ne pas avoir ensuite à subir sa domination brutale. Nombre d'entre eux (Brésil, Argentine, Indonésie, etc.) ont même remboursé par anticipation ce qu'ils lui devaient pour se débarrasser de sa tutelle encombrante. Si bien qu'actuellement, le FMI ne parvient plus à couvrir ses frais de fonctionnement et que son existence même est menacée. D'où la nécessaire « réforme », non pour insuffler un changement démocratique prenant en compte l'intérêt des populations les plus pauvres, mais pour assurer rien moins que sa survie et faire face à une forte contestation à travers la planète.

Il ne fait aucun doute qu'un bilan exhaustif du FMI s'impose. Le FMI est une institution qui, depuis plus de 60 ans, exige avec la plus grande violence que les dirigeants des pays dits « en développement » appliquent des mesures économiques servant l'intérêt des riches créanciers et des très grandes entreprises. Dans ce but, durant les dernières décennies, le FMI a apporté un soutien essentiel à de nombreux régimes dictatoriaux et corrompus, de Pinochet au Chili à Suharto en Indonésie, de Mobutu au Zaïre à Videla en Argentine, et actuellement encore de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville à Déby au Tchad, et tant d'autres. Depuis la crise de la dette au début des années 1980, le FMI impose aux forçats des programmes d'ajustement structurel aux conséquences dramatiques pour les peuples du Sud : réduction drastique des budgets sociaux et des subventions aux produits de première nécessité, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs avec les multinationales, production tournée vers l'exportation et abandon du principe de souveraineté alimentaire, privatisations massives, fiscalité aggravant les inégalités...

Le temps est venu pour le FMI de rendre des comptes. Nulle institution ne peut se placer au-dessus des textes et traités internationaux et pourtant le FMI s'accorde, de par ses statuts, une immunité juridique totale. Toute réforme du FMI ne pourra se faire sans l'aval des Etats-Unis qui détiennent une minorité de blocage absolument inacceptable. Tout projet de réforme modifiant les rap-

ports de force internationaux sera donc bloqué par les représentants des grands créanciers. Ces éléments rendent impossible tout changement acceptable de l'intérieur du FMI.

Dès lors la conclusion s'impose : puisque le FMI a largement fait la preuve de son échec en termes de développement humain et qu'il est impossible d'exiger de lui qu'il rende des comptes pour son action depuis 60 ans, il faut exiger son abolition et son remplacement par une institution transparente et démocratique, dont la mission sera enfin centrée sur la garantie des droits fondamentaux.

■ DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

DETTE ET ETAT D'URGENCE AU PAKISTAN

Au Pakistan, le président Pervez Musharraf vient de décréter l'état d'urgence et a ordonné une répression massive contre de nombreux opposants à son régime. Plusieurs membres du CADTM pakistanais actifs dans le combat démocratique ont été emprisonnés à Lahore le 3 novembre. Ces décisions font suite à une élection présidentielle au second degré (càd sans passer par le suffrage universel) remportée par Musharraf dans des conditions totalement antidémocratiques. Pour le CADTM, Musharraf veut garder par la force un pouvoir qu'il avait déjà obtenu au bout du fusil puisque c'est un coup d'Etat militaire qui l'avait porté à la présidence en 1999.

Le CADTM tient à rappeler que le général Musharraf est un allié stratégique des Etats-Unis dans la région, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001. Les principaux bailleurs de fonds n'ont jamais hésité à prêter à la dictature pakistanaise les fonds nécessaires pour mener sa politique.

A l'automne 2001, les Etats-Unis avaient demandé l'aide du Pakistan dans la guerre qu'ils avaient déclenchée en Afghanistan. Musharraf avait alors accepté que son pays serve de base arrière aux troupes militaires des Etats-Unis et de leurs alliés, mais il avait négocié en échange une réduction substantielle de sa dette. Dès décembre 2001, les pays riches réunis au sein du Club de Paris (www.clubdeparis.fr) s'étaient empressés de la lui accorder.

Depuis lors, le régime de Musharraf continue d'endetter le Pakistan, avec le soutien actif de la Banque mondiale et des grandes puissances. Les prêts accordés n'ont aucune légitimité, ils servent à renforcer la tyrannie de Musharraf et n'améliorent en rien les conditions de vie des citoyens pakistanais. La dette contractée par ce régime despotique est odieuse.

Pour le CADTM, les créanciers qui ont prêté à Musharraf l'ont fait en connaissance de cause et, dans ces conditions, il est inadmissible que le peuple pakistanais soit contraint de rembourser à l'avenir la dette odieuse contractée par Musharraf.

Le CADTM réclame l'arrêt définitif de toute forme de soutien au régime de Musharraf, la libération des prisonniers politiques, l'organisation immédiate d'élections transparentes, l'annulation totale de la dette extérieure publique du Pakistan et l'abandon des politiques d'ajustement structurel qui détériorent gravement les conditions de vie des populations sur place.

LA JUNTE BIRMANE, ADEPTE DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL ?

La Birmanie (rebaptisée Myanmar par ses dictateurs) est un des rares pays au monde où les grands organismes financiers internationaux sont officiellement absents. Il n'y a donc aucune raison de penser que le FMI ou la Banque Mondiale aient la moindre responsabilité dans la situation dramatique des peuples vivant sur le territoire de ce pays.

Le dernier prêt accordé par la Banque mondiale date de 1987, la Banque asiatique de développement a suspendu ses prêts l'année précédente et ses programmes d'assistance technique en 1988. Le FMI n'a plus exercé de déboursements pour la Birmanie depuis 1984.

L'influence des Etats-Unis au sein de ces institutions financières a sans doute été déterminante : prises au temps de la présidence de Reagan, ces décisions étonnent, tant la fermeté à l'égard de la dictature birmane semble trancher avec la bienveillance affichée par ces mêmes institutions à l'égard d'autres régimes autoritaires comme le Chili de Pinochet ou les Philippines de Marcos.

Le Myanmar avait incontestablement le tort de ne pas figurer sur la liste des alliés stratégiques de Washington à la fin de la Guerre Froide, les généraux ayant même affiché leur prétention de faire de la Birmanie une «république socialiste». D'autre part, l'existence dans le nord du pays d'un «triangle d'or» grand producteur d'opium, ne pouvait que déplaire à l'administration républicaine de Reagan engagée dans un vaste combat anti-drogue.

Pourtant l'isolement financier du Myanmar n'est peut-être pas aussi réel qu'il n'y paraît car depuis le milieu des années 1980, ni la Banque mondiale ni le FMI n'ont suspendu leurs contacts avec le régime militaire. Ainsi les IFI et les autorités birmanes tiennent des réunions annuelles pour faire le point sur la situation économique du pays.

Lors de la dernière rencontre en octobre 2007, le général birman Hla Tun a pu chaleureusement remercier la Banque et le Fonds pour l'assistance technique fournie à son régime dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ! Tous les ans depuis 1986, les missions de consultation du FMI entendent un représentant de la junte réitérer l'espoir d'une reprise rapide de relations ordinaires avec les IFI.

Est-ce dans cet espoir de plaire au FMI qu'après avoir réduit tous les budgets sociaux, les autorités birmanes ont pris la décision d'augmenter brutalement cet été le prix des carburants, provoquant les manifestations dont la répression ne semble pas avoir ému longtemps les puissants de ce monde ?



Il est certain en tous les cas que sous la dictature les affaires continuent. La Confédération internationale des syndicats a publié en 2005 un rapport qui établissait que 440 entreprises multinationales travaillaient de près ou de loin avec le régime militaire. Elles sont originaires de Chine, d'Inde, de Thaïlande mais aussi de pays occidentaux. La liste de 2005 comprenait Rolls-Royce, Lloyd's of London, Austrian Airlines, Suzuki, le canadien Ivanhoe

Mines et même le pétrolier américain Unocal, racheté depuis par Chevron, qui bravait l'interdiction faite à toute compagnie états-unienne d'investir en Birmanie.

Un autre pétrolier constitue aujourd'hui le premier investisseur étranger en Birmanie, il s'agit de Total, déjà accusé d'avoir recouru au travail forcé pour la construction du gazoduc de Yadana. Un nouveau procès doit se tenir prochainement en Belgique sur cette accusation. S'appuyant sur un rapport commandé en 2003 par elle-même et réalisé en 3 jours par Bernard Kouchner, la firme s'est toujours défendue d'avoir utilisé les mêmes méthodes que l'Etat birman, prétendant qu'on la confondait avec la compagnie pétrolière d'Etat avec laquelle elle travaille cependant en étroite collaboration, comme il est de règle pour toutes les multinationales installées au Myanmar.

Le rapport des syndicats faisait par ailleurs apparaître que 40% des recettes de l'Etat birman, largement assurées par les entreprises étrangères, étaient utilisées en dépenses d'armement, alors que 0,3% revenait au secteur de la santé. Quant à l'enrichissement personnel des membres de la junte, il est bien difficile à chiffrer. En 2003, Bernard Kouchner écrivait dans son rapport : *«J'ai admis que parfois mieux valait se faire détrousser de la moitié de ses biens par les bourreaux pour que le reste parvienne aux affamés»* et faisait plus loin l'éloge des actions sociales financées par la firme pétrolière dans la zone du gazoduc.

■ SERGE VIENNE

POUR UN GRENELLE ALTERNATIF ET CITOYEN

Au-delà des déceptions, liées à la décision du prince, de ne pas accepter les moratoires qui ont fait consensus au Grenelle alternatif (culture d'OGM en plein champ, constructions d'autoroutes, de centrales nucléaires EPR et de nouveaux incinérateurs) sauf peut être pour les OGM, au-delà de son refus de reconnaître que le gaspillage hallucinant et sans limites des ressources de notre planète doit décroître (nous sommes de plus en plus nombreux à voir qu'elle n'est pas une corne d'abondance aussi magique qu'inépuisable), le plus important a été la naissance d'un mouvement de résistance issu de la société civile, par la conjonction des forces, qui a pu se faire entre syndicats (CGT, FSU, Confédération paysanne), mouvements environnementaux (Alliance pour la planète, etc.), associations altermondialistes (CADTM, ATTAC, etc.). Au moment où le Grenelle officiel ferme ses portes, le «Grenelle alternatif et citoyen» devient un lieu de contre-pouvoir démocratique lié à une prise de conscience socio-environnementale, dans un contexte où les médias sont aux mains des plus grands pollueurs et où le pouvoir politique est pacé avec le grand capital. Aucune victoire mais une lueur d'espoir.

Les questions restent nombreuses

Comment sauver la biodiversité dont nous sommes un des éléments ? Comment imaginer un futur pour nos enfants si nous ne défendons pas l'idée que le social, l'économique et l'environnement sont interdépendants ? Aujourd'hui, nous sommes effarés d'apprendre que les orangs-outangs sont tués par des snipers salariés dans les immenses palmeraies à huile en Indonésie. Leur espace naturel de survie leur ayant été volé par les hommes au pouvoir, ils viennent se nourrir des feuilles de ces arbres bientôt génétiquement modifiés ! Avant que n'apparaisse ce besoin irrépressible des agrocarburants (que nous préférons appeler nécro-

combustibles), il y avait là des forêts primaires avec des peuples indigènes qui vivaient dans un équilibre multi-millénaire. En moins de 20 ans, la forêt a été rasée, les peuples ont été chassés. Cette folie est en lien direct avec une recherche effrénée de dollars, qui découle directement des obligations de remboursement de la dette odieuse, héritée du dictateur soutenu par les Etats-Unis. Mais en remontant plus loin dans le lien de causalité, cette catastrophe ne provient-elle pas de notre folie consumériste dont la voiture est l'expression la plus accomplie et surtout la plus dévastatrice ?

Les OGM, plus précisément les PGM (plantes génétiquement modifiées), sont emblématiques de cette interconnexion des questions socio-économiques et environnementales. Peut-être, mais ce n'est pas encore sûr, allons-nous réussir à obtenir un moratoire sur les cultures des PGM en plein champ en France, et ainsi sauver notre agriculture biologique. Pourquoi le CADTM est-il concerné ? Parce que ce serait une immense victoire de la démocratie sur quelques transnationales qui s'apprêtent à prendre l'ensemble de l'alimentation des habitants de la planète en otage. Si demain cette technologie se répand au-delà des Amériques, c'est l'ensemble de la biodiversité des semences qui sera remise en cause, donc de l'alimentation de tous. Par l'effet de la pollinisation sauvage, l'ensemble des végétaux proches de la variété génétiquement modifiée sera transformé et par l'effet du brevetage du vivant, plus aucun agriculteur de la planète ne pourra semer cette variété sans payer une redevance. La liberté de réensemencer et de sélectionner les graines de sa propre production, vieille de 10 000 ans, aura disparu.

Une fois les PGM installées, le paysan devra acquérir les semences et les pesticides brevetés, par la même multinationale (Monsanto par exemple) et utilisés des engrais chimiques s'il veut avoir une récolte. Ce sera une perte catastrophique pour la biodiversité et la disparition d'un pan essentiel de la démocratie : la souveraineté alimentaire des peuples. Il deviendra alors obligatoire, pour chaque graine semée, donc pour chaque graine récoltée, de payer des royalties. Sommes-nous en train de redécouvrir un nouvel «ancien régime», les PGM préfigurant une nouvelle gabelle de sinistre mémoire ? Et si les conditions climatiques changeaient brutalement, où irions-nous chercher d'autres semences adaptables ? La dette a permis d'étendre la logique de la Banque mondiale et du FMI à de très nombreux pays, les conditionnalités imposées pour octroyer de nouveaux prêts ont permis l'expansion sans précédent des transnationales et des technologies occidentales. Aujourd'hui, par un effet de causalité voulue, c'est l'alimentation de tous les habitants de notre planète qui est en jeu.

Depuis plusieurs mois, des réunions ont eu lieu, au

«ministère de la crise du logement», rue de la Banque à Paris, entre le CADTM, ATTAC, Les Amis de la Terre, la LCR, le RAC (Réseau action climat), la Confédération paysanne, Action-Consommation, le réseau Sortir du nucléaire et d'autres. Quatre ateliers ont été organisés le 21 octobre à St Denis avant une réunion finale, dont la modératrice était Ruth Stegassy (de France Culture), au cours de la quelle Victor Nzuzi, notre représentant en RD Congo, a pu faire entendre la voix d'un paysan de la société civile congolaise. Quelques organisations, comme l'Alliance pour la planète (regroupement de très nombreuses associations environnementales) et la CGT, avaient un pied dans le Grenelle officiel et un autre dans le Grenelle alternatif.

Face à la tentative de Sarkozy de repeindre en vert la croissance des profits, la société civile a fait entendre une autre voix. Car si les conséquences des ravages du productivisme forcené restent encore peu visibles pour la majorité désinformée des habitants des pays industrialisés, elles sont déjà catastrophiques dans les pays du tiers-monde. Au Nord, l'augmentation des pollutions environnementales, particulièrement de l'eau et de l'alimentation par les pesticides et l'ensemble des molécules chimiques non contrôlées, peut être corrélée avec l'augmentation de nombreuses maladies (cancers, allergies, Alzheimer, Parkinson, etc.). Le Grenelle officiel en a parlé, mais il n'a jamais été question des populations pauvres du Sud. Face à la déferlante des surproductions issues d'une agriculture polluante subventionnée du Nord, silence... Quid de la question de la relocalisation des productions et de la pérennité de l'agriculture vivrière ? Les APE (Accords de partenariats économiques) que l'Europe veut signer rapidement avec les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) sont un contournement du blocage de l'OMC depuis le sommet de Doha en 2001 et représentent une négation de ces problèmes. Quid de la survie des peuples des forêts face au pillage des bois précieux, des pollutions engendrées par le pillage des ressources minières, de la survie des petits pêcheurs côtiers du monde entier face aux technologies de pointe des bateaux, notamment français, qui vident les mers du globe de leur ressources halieutiques ? Quid de la survie des habitants des zones arides devenue si difficile car la désertification progresse sous l'effet du réchauffement provoqué par l'accumulation du CO2 émis par les pays du Nord depuis plus d'un siècle ? Quid de la survie de centaines de millions de paysans indiens qui sera remise en cause par l'érosion et le tarissement de l'Indus et du Gange suite à la fonte des neiges de l'Himalaya ? Tant de questions qui restent sans réponse, mais qu'il faudra bien résoudre un jour si on veut que la vie se poursuive sur cette petite planète soumise à un capitalisme dont la responsabilité est flagrante...

■ NICOLAS SERSIRON

C'est décidé, j'adhère au CADTM !

B31

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : ☐ 48 euros ☐ 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : ☐ 10 euros ☐ 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : ☐ 38 euros ☐ 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**